

BIENEN, Henry S. *Armed Forces, Conflict, and Change in Africa*. Westview Press, 1989, 210p.

Rychard A. Brûlé

Volume 22, Number 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702849ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702849ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brûlé, R. A. (1991). Review of [BIENEN, Henry S. *Armed Forces, Conflict, and Change in Africa*. Westview Press, 1989, 210p.] *Études internationales*, 22(2), 424–426. <https://doi.org/10.7202/702849ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### AFRIQUE

BIENEN, Henry S. *Armed Forces, Conflict, and Change in Africa*. Westview Press, 1989, 210p.

Dès les premières lignes de ce livre l'auteur nous informe que tous les textes ici réunis ont déjà été publiés auparavant dans des livres ou des revues spécialisées. Sur les neuf chapitres présentés, six datent respectivement de 1977, 1980, 1982, 1985, 1986 et 1987 ; et trois datent de 1983. De plus, les textes n'ont pas été révisés et les répétitions sont nombreuses, surtout lorsque l'on fait état du Nigéria plus familier pour, et donc privilégié par, l'auteur.

Les Africanistes ne trouveront donc ici rien de neuf à se mettre sous la dent sauf l'idée, présentée comme hypothèse, mais sans être étudiée plus longuement, que le SIDA aura un impact majeur sur les forces armées de l'Afrique et sur les rapports entre celles-ci et la société civile.

Pour les non spécialistes, ce volume offre un bon compendium, bien que peu récent, des réalités qui affectent les rapports de force en Afrique. Il est cependant nécessaire de les connaître pour bien saisir la dynamique sociale et politique du continent. Ces réalités sont les ethnies, la religion, le néo-colonialisme, les classes, les nations et les élites et la notion d'État.

Les six premiers chapitres abordent des sujets connus et offrent certaines conclusions – plus évidentes et acceptées aujourd'hui qu'elles ne le furent au moment de leur rédaction – qui

méritent notre attention. On y affirme, par exemple, que la notion de classe est un bien mauvais outil pour expliquer la réalité africaine et que l'auto-identification verbale d'un système africain comme marxiste-léniniste n'offre que peu de ressemblance avec son homologue en titre, que la classe moyenne y est faible et souvent inexistante. De plus, les prises de position ultra-nationaliste et même une tendance au nationalisme économique existent plus souvent au niveau du discours plutôt qu'ils ne relèvent de la réalité ou même des intentions. L'État en Afrique est à régime autoritaire et il ne contrôle que rarement les confins de son territoire.

Le pouvoir est généralement mal réparti. Les factions les plus puissantes sont celles qui opèrent au sein de l'État, notamment, les militaires qui sont souvent le groupe le plus influent, tant à cause de leur organisation et leur échelle de commandement que du fait qu'ils prétendent eux aussi représenter tout le peuple. Les divisions internes, qui désagrègent l'unité, la cohésion et l'existence corporative du groupe, sont leurs ennemis le plus insidieux. Celles-ci résultent souvent du problème des ethnies et de la corruption – lorsqu'ils sont au pouvoir – qui favorise souvent une faction militaire plus qu'une autre. Pour les combattre, les militaires sont souvent prêts à sacrifier la société civile : le cas du Libéria en 1990 pourrait ici servir d'exemple.

Le pouvoir des élites africaines, y compris des militaires, ne jaillit ni de leurs propriétés privées ni de leur contrôle des moyens de production mais plutôt du contrôle des rouages de l'État et souvent de leur corporatisme. Les leaders populistes, parmi ces élites, semblent ceux qui peuvent mieux coordonner la transformation de l'État,

même si celle-ci ne semble pas toujours survivre au départ du chef populiste. Enfin, les forces armées africaines au pouvoir n'ont guère démontré qu'elles sont plus enclines à l'usage de la force en relations internationales que les civils ; elles ne sont guère plus militantes dans leurs idéologies et les budgets de la défense sont à peu près égaux sous un régime ou l'autre, compte tenu de contraintes identiques. Presque dans tous les cas recensés il semble qu'elles n'ont jamais guère plus de succès sur la scène économique que les gouvernements civils. La faible marge de manœuvre des économies africaines et la structure du commerce international expliquent la lenteur du développement beaucoup plus que l'identité du régime, qu'il soit civil ou militaire.

Bienen nous rappelle aussi la faiblesse des marines et des forces armées de l'air en Afrique, de même que, dans plusieurs pays la présence de gardes prétoriciennes puissantes. Enfin, il faut bien comprendre que tout l'aspect des relations civiles-militaires n'est pas uniforme en Afrique, que beaucoup dépend de la culture politique locale et de la force des partis politiques par opposition à la qualité des armes et des armées.

Le chapitre sept offre une discussion fort intéressante sur les ethnies. Celles-ci sont souvent définies par les organismes centraux des États et la façon dont elles sont définies influence l'accès aux postes de la fonction publique, aux grandes écoles, et même aux forces armées, grâce au système de quota. L'accès aux rouages de l'État, nous l'avons vu, représente souvent la porte d'entrée au pouvoir et à l'élitisme ; l'ethnie joue donc un rôle essentiel dans le développement de l'individu. L'assimilation demeure le modèle le plus fréquemment utilisé pour

résoudre les questions ethniques bien que le fédéralisme en ait tenté certains dont, récemment, le Nigéria. Les partis politiques, lorsqu'ils réussissent à ne pas être captés par une ethnie en particulier, réussissent assez bien à faire l'unité sur les priorités nationales mais cela est encore rare en Afrique et trop souvent les différences ethniques prennent le langage de différences idéologiques. C'est un domaine de recherche qui mériterait qu'on s'y attarde.

Les deux derniers chapitres constituent une étude du rôle de la religion dans l'État nigérian et de ses liens avec la légitimité du régime et le développement économique des fidèles. Il est clair que la distinction entre un groupe ethnique et sa religion n'est pas toujours facile à faire. Il est cependant reconnu que la religion offre un langage, un ensemble de normes et de valeurs, de même que des institutions qui favorisent soit l'accès à l'éducation, soit une perception globale du monde ce qui peut donc faciliter les options économiques et politiques des initiés. Le cas du Nigéria, sous cet aspect, est intéressant et les solutions à l'étude méritent d'être suivies, celles-ci pourront peut-être servir de guide à d'autres États africains.

Finalement, l'auteur conclut, par ce qui nous paraît évident, que l'avenir sera encore plus conflictuel en Afrique tant à l'intérieur qu'entre États. Il nous faut regretter que l'œuvre n'ait été plus récente et que Bienen ait décidé de ne pas revoir ses textes, ni de les mettre à jour, compte tenu de la fin de la guerre froide en Europe, de ce que cela aura comme impact sur les transferts d'armes et sur l'évolution de la résolution des conflits dans cette région. Dommage aussi que nous n'ayons pu être informés sur la montée relativement récente des revendications démocratiques, pour le

multipartisme et les droits de la personne, sur ce continent. Somme toute une œuvre qui n'ajoute rien au connu.

Rychard A. BRÛLÉ

*Institut canadien pour la Paix  
et la Sécurité Internationales, Ottawa*

HERBSTEIN, Denis and EVENSON, John. *The Devils Are Among Us. The War for Namibia*, London and New Jersey, Zed Books, 1989, 214p.

Voilà un ouvrage bien décevant. Le militant sera peut-être servi; l'amateur d'hagiographies politiques le sera assurément. Pour les autres, ceux à tout le moins qui auraient aimé obtenir une information fiable sur la Namibie, il faudra, hélas, encore attendre.

Les limites du livre sont posées assez clairement en préface, quoique de façon sans doute involontaire. Se présentant tous deux comme journalistes, les auteurs disent avoir écrit ce livre en Grande-Bretagne après avoir été interdits de séjour en Namibie par le gouvernement sud-africain. Privés de cette connaissance pratique du terrain essentielle à leur métier, nos deux auteurs n'en prétendent pas moins surmonter la difficulté en recourant largement aux témoignages des exilés politiques namibiens à Londres et de divers informateurs du réseau des Églises en Namibie. En complément d'un sérieux travail d'archives, cela aurait pu donner des résultats probants. Marqué de l'esprit missionnaire — «exposer la lutte des Églises et du peuple de la dernière colonie d'Afrique» (p. vi) — le travail de Herbstein et Evenson verse au contraire dans le prêche le plus lassant. De la première à la dernière page, leur ouvrage se présente effectivement

comme un long et fastidieux plaidoyer en faveur de SWAPO (*South West Africa People's Organization*). Se voulant les porte-voix de «la lutte de libération», Herbstein et Evenson n'auront réussi qu'à se faire les porte-parole disciplinés d'une organisation politique.

Les marques de cette complaisance s'imposeront assez tôt au lecteur qui décidera de parcourir les six chapitres du livre. Dans un ensemble assez mal intégré, les auteurs font d'abord un survol des conditions historiques du conflit en Namibie, partant du refus de l'ONU de reconnaître le mandat sud-africain sur le «Suidwes Afrika» légué par la Société des Nations, jusqu'aux négociations amorcées au début des années quatre-vingt sur le retrait simultané des troupes sud-africaines de la Namibie et des troupes cubaines de l'Angola. À plusieurs égards, il s'agit là du chapitre le plus «informatif» du livre: la chronologie est simple et bien exposée et on parvient à obtenir quelques informations intéressantes sur les principaux acteurs concernés en dépit de la tendance au manichéisme déjà notée. On y reviendra. Publié avant les élections de novembre 1989, il est à préciser que l'ouvrage ne couvre pas les négociations multipartites sur la nouvelle constitution ni le processus d'accès à l'indépendance qui a eu lieu au début de 1990.

Les choses commencent à se gêter dans le deuxième chapitre où il est censé être question des «partenaires dans la Libération: SWAPO et les Églises». Précisons d'abord qu'entre le titre du chapitre et son contenu, il n'y a qu'un lien accessoire. Le chapitre est plutôt consacré à défendre l'idée que SWAPO est bien, comme le voulait une déclaration de l'ONU de 1973, le «seul et authentique représentant du peuple namibien». Les questionnements ou critiques que l'on